

Le 5 octobre dernier, le Cercle Humania, sous l'égide de l'Apec et de Kurt Salmon, invitait Jean-Paul Betbèze, Chef Economiste au Groupe Crédit Agricole et Membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du premier ministre lors de son diner débat. Le thème de la soirée était : « Salaire, Profit, Croissance, Y a t'il une formule magique ? ».

Les 75 DRH présents, représentant plus de 1 million de salariés ont donc pu entendre l'analyse proposée par Jean-Paul Betbèze sur un sujet d'actualité brûlante ; crise oblige... L'équipe de Kurt Salmon présente, constituée pour la circonstance de Claude Bodeau, Associé, de Denis Fompeyrine, Senior Manager, de Nicolas Tissier et Médéric Trémaud, Managers, ont interrogé ce spécialiste reconnu de tous pour ses analyses sans compromissions et son franc parlé.

Kurt Salmon RH-Management accompagne les entreprises sur tous les grands enjeux d'organisation et de transformation. Plus spécifiquement, le cabinet possède une expertise sur la rémunération et le pilotage de la masse salariale.

« Lors de nos nombreux échanges avec les décideurs d'entreprise au sujet de la rémunération, et notamment dans le contexte de crise actuelle, nous avons identifié deux sources d'interrogations :

- la TVA sociale constitue t'elle une criante ou une opportunité pour les salariés et l'entreprise ?,
- la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est elle une utopie ou une solution à la crise financière ?

Par conséquent, comment les DRH peuvent imaginer une politique de rémunération cohérente quel que soit le niveau de profit et de croissance rencontré ? ».

En guise d'introduction Jean-Paul Betbèze évoque une Europe à la croisée des chemins. Il insiste sur la nécessité de défendre avec détermination, mais sans excès, nos valeurs, notre modèle de société par rapport à ce que propose les Etats-Unis. Cette impérieuse nécessité est renforcée par le contexte de crise, d'incertitude et de volatilité des Bourses que nous connaissons actuellement. La crise est donc une « période de test » pour le vieux continent. A nous d'affirmer notre propre modèle de développement, « a nous de dire notre vérité ». Et pour illustration, il affirme que notre modèle de développement ne peut plus reposer sur un niveau de croissance forte, tel que nous l'avons connu dans les décennies passées.

Quatre chocs sont explicatifs selon lui de notre état d'esprit actuel. Tout d'abord il y a le malaise américain avec le problème de gouvernance politique. Les batailles au Congrès et au Sénat sur la dette en témoignent. Le second choc est que la zone Euro connaît un fort ralentissement et une vraie crise de confiance.

Le troisième concerne toujours les Etats-Unis et l'écart entre la politique budgétaire expansionniste (question de politique interne) et la politique monétaire. En ce sens, nous sommes dans une crise de la liquidité conséquence de la politique américaine. La liquidité créée reste dans l'économie US et ne se transfère pas au marché européen. Un jeu non coopératif entre les Etats-Unis, l'Europe et La Chine s'installe, faisant ainsi peser un risque majeur sur la cohésion et l'organisation du système économique, affectant au passage la croissance mondiale. Pour rappel, les experts envisagent pour l'an prochain 1,5% de croissance en France, qui de plus reste conditionnée au fait que les Etats-Unis ne tombent pas en récession.



Enfin, le dernier choc est relatif au sentiment que notre futur est remis en question. Jean-Paul Betbèze en profite pour rappeler que la consommation à crédit ne fonde pas la croissance. Notre croissance repose beaucoup trop sur le crédit (des entreprises, des ménages, de l'état, de nos voisins) et pas assez sur notre compétitivité. Nous avons une balance commerciale déficitaire, donc aucune possibilité de relance par la consommation, il faut réindustrialiser la France et la faire exporter. Par conséquent, le triple A de la France n'est pas garanti ce qui fait peser un grave danger sur la pérennité de la croissance française.

A contrario, le modèle allemand est souvent cité en exemple. Jean-Paul Betbèze avance une explication. L'économie allemande est plus industrielle, compétitive et donc plus exportatrice. Cela rend l'Allemagne plus sensible aux chocs. Mais paradoxalement, les chocs sont mieux absorbés outre-Rhin. Le patronat allemand a également réussi à conserver un fort niveau d'emploi, qui selon Jean-Paul Betbèze résulte du pacte social allemand. La France possède quant à elle une tradition plus ancrée dans le conflit et la lutte des classes, sa culture économique reste très faible.

La relance par la consommation (à l'image de celle pratiquée en 1981), ne marche pas. Cette politique occasionne un déficit jumelé : déficit extérieur et déficit public.

En termes de coûts salariaux, la France reste plus chère que l'Allemagne. La discussion sur la répartition salaires/profits ne fonctionne pas. Depuis 15 ans, nous avons une répartition inchangée (2/3 pour le salaire et 1/3 pour le profit), tandis qu'en Allemagne la part des profits augmente au détriment des salaires. Par conséquent, le patronat allemand a été en mesure de garantir le niveau d'emploi. Le manque de compétitivité salariale de la France engendre donc une hausse du déficit extérieur et une perte de l'emploi.

Jean-Paul Betbèze en profite pour rappeler que les classes moyennes n'ont pas connu de hausses de salaires significatives et que les bas salaires ont rattrapé les salaires du « centre ». Les hauts revenus quant à eux ont également faiblement augmentés. Le paradoxe repose sur le fait que le ressenti de la population sur ces questions n'est pas celui-ci ; il est même inverse.

Enfin, l'économiste renvoie dos à dos les politiques traditionnelles de droite et de gauche. Il insiste pour dire qu'il n'y a pas de solutions « politiques » simples. A l'attention de la Gauche, Jean-Paul Betbèze rappelle que la relance par la consommation, la politique d'augmentation du nombre de fonctionnaires et de taxation des riches ne fonctionnent pas. En cause, notre manque de compétitivité et nos déficits. A l'attention de la Droite, il souligne que la baisse des impôts, la baisse aveugle et dogmatique du nombre des fonctionnaires (sans la discussion avec les premiers concernés et leur approbation), les privatisations ne constituent pas une politique satisfaisante.

Finalement, la solution pour Jean-Paul Betbèze passe donc par une action incontournable de la réduction de la dette et pour cela il faut sortir d'une « solution politique » et adopter une solution plus productive. Jean-Paul Betbèze appelle donc de ses vœux à de nouveaux comportements sociétaux, une nouvelle gouvernance dans l'entreprise mettant en œuvre une nouvelle logique de rémunération.

La TVA sociale peut être une bonne solution, à la condition que les dirigeants acceptent de ne pas augmenter concomitamment les salaires afin de ne pas en annuler les effets. La RSE reste également une nouvelle voix à explorer même si il insiste pour ne pas trop alourdir les contraintes sur les entreprises.



En conclusion, Jean-Paul Betbèze veut croire en effet à une « formule magique » qui réside selon lui en une discussion courageuse et sans tabous au sein de chaque entreprise. En un sens, il fait ainsi écho à Jean-Denis Combexelle, Directeur général à la DGT qui évoquait lors de la précédente soirée du Cercle Humania l'intérêt de croire au dialogue social. L'économiste enjoint chaque DRH à expliquer avec la plus grande transparence et la plus grande vérité les faits économiques qui s'imposent à chacun. Et ce discours de vérité doit s'articuler sur la base de chiffres. Pour conclure sur une ultime comparaison avec l'Allemagne, la modération des salaires s'est accompagnée d'un pacte social.